
TALINE PAPAZIAN

Préface de Gérard Chaliand

L'ARMÉNIE À L'ÉPREUVE DU FEU

*Forger l'État
à travers la guerre*



KARTHALA

L'ARMÉNIE À L'ÉPREUVE DU FEU
FORGER L'ÉTAT À TRAVERS LA GUERRE

Cet ouvrage a bénéficié du soutien financier
de la Fondation Calouste Gulbenkian



KARTHALA sur Internet :

www.karthala.com

Païement sécurisé

Photos de couverture :

Antoine Agoudjian, Le cri du silence, Flammarion, 2016.

Conception de la couverture

Séta Papazian

© Éditions Karthala, 2018

(Première édition papier, 2016)

ISBN : 9782-8111-1562-3

Taline Papazian

L'Arménie à l'épreuve du feu
Forger l'État à travers la guerre

Éditions Karthala
22-24 boulevard Arago
75013 PARIS

*À mes grands-parents maternels,
Noubar et Mano Devletian*

Préface

L'Arménie à l'épreuve du feu expose avec rigueur les conséquences qu'eurent sur la construction de l'État arménien le conflit du Haut-Karabakh (1988-1994) suivi, depuis, d'une crise politique régionale aux implications internationales dont le règlement est perpétuellement différé.

Sans tradition étatique, sinon un bref épisode autour de 1920, avec un pouvoir disputé entre le Mouvement National Arménien dirigé par Levon Ter Petrossian et le parti *Dachnak* ; des pogroms en Azerbaïdjan (Sumgaït et Kirovabad pour la seule année 1988) conséquence des revendications arméniennes sur un territoire peuplé très majoritairement d'Arméniens ; et la catastrophe d'un tremblement de terre (décembre 1988) causant au moins 25 000 morts, le pays connaît une transition difficile. Un conflit armé contre Bakou nécessite, avec urgence, la contribution des forces armées sans lesquelles, comme l'implique l'auteure, l'État ne saurait exister.

En août 1990, Levon Ter Petrossian proclame la souveraineté de la République d'Arménie et tandis que la guerre fait rage le Haut-Karabagh bientôt se déclare indépendant (septembre 1991) peu avant la disparition de l'Union soviétique. Jusque-là Moscou appuie l'Azerbaïdjan. Par la suite, la Russie exerce une autre politique. Les combats sont âpres, nourris de rancunes anciennes. En février 1992, au verrou stratégique de Khodjalou, les troupes arméniennes massacrent plusieurs centaines de civils azéris qui tentaient de fuir.

Les Russes soutiennent les Arméniens comme ils soutiendront par la suite les Abkhazes et les Ossètes du sud montrant, par leur intervention en 2008, qu'ils entendent rester les maîtres du jeu en Transcaucasie. En 1993 les troupes arméniennes remportent de sérieux succès et Bakou se sent contraint, comme le dit l'auteure, de rejoindre la Communauté des États Indépendants (CEI) organisée autour de la Fédération de Russie.

La guerre victorieuse – au prix d'un double blocus azéri et turc – qui grève sévèrement un pays enclavé constitue une revanche historique pour les Arméniens. Du statut de victimes, conséquence des massacres de 1894-1896 et de 1909, et de l'extermination programmée de 1915-1916, ils accèdent à celui de vainqueurs. Couteuse victoire dont la phase martiale a pris fin en 1994. Les Arméniens occupent la quasi-totalité du Haut-Karabakh et de surcroît des territoires se situant pour l'essentiel à l'ouest et au sud du massif montagneux, soit près de 15% de ce qui fut naguère sous contrôle azerbaïdjanais. Avec pour résultat environ 600 000 réfugiés azerbaïdjanais (soit le double des réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan)¹.

Taline Papazian expose avec clarté les conceptions originales de Levon Ter Petrossian : la question du génocide n'était pas considérée comme un préalable aux rapports avec la Turquie, le rôle central de l'Arménie par rapport à la diaspora, les vives tensions avec les *Dachnaks*, et surtout la flexibilité sur le futur statut du Haut-Karabakh entre autres choses, finissent par causer sa démission forcée (1998). Le pouvoir devient concentré aux mains de ceux pour lesquels le Haut-Karabakh et son statut demeure centraux, et dont l'Arménie de fait est prisonnière.

Taline Papazian expose les conceptions et l'action des deux présidents suivants : Robert Kotcharian et Serge Sargsian, le premier contrôlant l'appareil après l'assassinat de l'influent ministre de la Défense Vazgen Sarkissian (1999).

Elle indique par ailleurs qu'entre 1991 et 1998, 700 000 personnes quittent l'Arménie compte tenu des difficultés économiques. Sans doute peut-on depuis ajouter un demi-million de personnes, ce qui réduit la population à environ 2 millions d'habitants, avec une croissance démographique faible. Ce constat est grave et c'est avec lucidité que l'auteure expose toutes les conséquences du conflit du Haut-Karabakh.

1. On tente ici d'être prudent envers les chiffres qui ont toujours tendance à être à la hausse au cours des conflits.

Entre temps grâce aux hydrocarbures, l'Azerbaïdjan s'est enrichi et renforcé à l'heure de la dictature du clan Aliev. Dans un climat de corruption officielle, l'Arménie reste soumise à un double blocus et dépend de la Russie sur le plan énergétique, économique et politique. Sa souveraineté elle-même est toute relative, la Russie, grâce au conflit gelé du Haut-Karabakh, restant l'arbitre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Gérard Chaliand

Remerciements

Le présent ouvrage, tiré d'une thèse de doctorat en science politique achevée en 2011, puise sa substance dans plusieurs années de recherche menées entre 2005 et 2010 en Europe, aux États-Unis et surtout en Arménie et au Haut-Karabakh, d'où proviennent l'essentiel des documents et informations de première main présentées ici. Ma reconnaissance va donc avant tout aux hommes et aux femmes, acteurs de premier plan de la vie politique et militaire ou simples particuliers qui, en Arménie et en diaspora, ont accepté de se prêter au jeu des entretiens pour venir nourrir cette recherche par leurs témoignages et leurs informations, et, quand ils le pouvaient, ouvert les portes de leurs archives : Levon Ter Petrossian, président de la République d'Arménie de 1991 à 1998, qui a bien voulu me donner accès à ses archives privées ; le ministère de la Défense de la République d'Arménie, dont la coopération ne s'est jamais démentie ; les Archives nationales et leur directeur, Amatuni Virabyan ; et la Bibliothèque nationale d'Arménie. Pour m'avoir gracieusement cédé les droits à la libre reproduction des éléments iconographiques, j'adresse mes remerciements au journal *Chorrord ichkhanoutiun* et à la Cour Constitutionnelle de la RA, ainsi qu'au cartographe Eric Van Lauwe. Enfin, un grand merci à Gérard Chaliand pour sa confiance et sa relecture attentive.

Introduction

« L'Etat et la province »



Source : *Chorrord ichkhanoutiun* [Quatrième pouvoir],
n°238, 18 octobre 2002¹, (D.R).

1. Tous les droits appartiennent à *Chorrord ichkhanoutiun*, société enregistrée en Arménie. Elément reproduit avec l'aimable autorisation de *Chorrord ichkhanoutiun*.

Cette caricature, intitulée « l'État et la province » et parue en 2002 dans le journal bihebdomadaire satirique *Chorrord ichkhanoutiun* [Quatrième pouvoir], permet d'introduire un certain nombre des enjeux du présent ouvrage sur l'Arménie contemporaine. En haut, « l'État », personnifié par deux anciens chefs d'États postsoviétiques : Boris Eltsine pour la Russie et Levon Ter Petrossian pour l'Arménie. Installés dans de larges fauteuils, Boris Eltsine à gauche, leader du mouvement national démocratique russe, rival de Gorbatchev avant de devenir son successeur suite à la dissolution de l'URSS en 1991, et président de la Fédération de Russie jusqu'en 1999 ; et Levon Ter Petrossian, à droite, également ancien chef de file d'un mouvement nationaliste dans une république de l'Union, l'Arménie, et président de ce pays de 1991 à 1998. En bas, « la province » : la partie inférieure caricature le successeur de Ter Petrossian à la présidence de l'Arménie, Robert Kotcharian, et son ministre de la Défense, Serge Sargsian, actuel président, élu en 2008 et à nouveau en 2013. L'origine et la trajectoire commune de ces derniers, liées à la guerre du Karabakh, est soulignée : habillés d'une tenue de camouflage pour rappeler leur rôle dans l'organisation des forces d'autodéfense du Karabakh² pendant la guerre de 1991-1994 qui a opposé la population arménienne de cette région, située en Azerbaïdjan, au gouvernement de Bakou, ils sont croqués tels deux acolytes juchés sur une échelle dont ils ont atteint les plus hauts degrés, symbolisant une ascension politique de « la province » vers « l'État ». L'opposition entre « l'État et la province » est également traduite dans le physique des quatre acteurs représentés dans ce dessin : deux d'entre eux ont une carrure de chef d'État, tandis que les deux autres sont rétrécis et recroquevillés, posture bouffonne en décalage avec les fonctions officielles qu'ils occupent. Leur trajectoire politique, alliant engagement pour le Karabakh et utilisation de la situation de guerre au service d'ambitions personnelles, est visée par le caricaturiste, dont le parti pris en faveur de Ter Petrossian est clairement assumé.

A tout prendre, l'enjeu de l'opposition entre « État » et « province » est moins culturel que politique : c'est une différence de rapport à

2. Par commodité nous utilisons indifféremment Karabakh ou Haut-Karabakh, tout en gardant à l'esprit qu'historiquement, il y avait une région du Bas-Karabakh, qui n'est actuellement l'objet d'aucun litige. L'utilisation de Karabakh pour Haut-Karabakh n'implique pas une extension à l'ensemble de la région.

la fonction de chef d'État qui est soulignée. A la date de parution de ce dessin, Serge Sargsian est ministre de la Défense et Robert Kotcharian président de l'Arménie depuis quatre ans. Il a succédé à Levon Ter Petrossian après la démission de celui-ci, en février 1998, au terme d'une crise au sein du pouvoir exécutif où le choix du président sur le règlement du conflit du Karabakh s'est vu contesté par celui qui était alors son Premier ministre, R. Kotcharian, ancien président de la République non reconnue du Haut-Karabakh, son ministre de la Sécurité nationale, Serge Sargsian, et son ministre de la Défense, Vazgen Sargsian (sans rapport avec le précédent). A un an de la fin du premier mandat de Kotcharian, en 2002, cette caricature exprimait déjà les doutes d'une partie de l'opinion publique quant aux capacités, sinon la volonté, de ces dirigeants originaires de l'enclave à résoudre le conflit. A l'heure où ces lignes sont écrites, en 2015, la substance de sa charge n'a rien perdu de sa pertinence. Elle pointe indirectement deux enjeux décisifs. Le premier est la trajectoire des élites politiques arméniennes, et tout particulièrement des chefs d'État, dans laquelle le conflit du Karabakh est une matrice de la classe politique postsoviétique. Le second, le rôle de la guerre pour le Karabakh dans la mise en place des structures politiques de l'État arménien et des représentations de celui-ci. Ter Petrossian est président de l'Arménie en 1991, au moment où la disparition de l'URSS entraîne avec elle celle de la dissuasion d'un règlement militaire de la question du Karabakh. Dix-huit mois plus tard, en pleine guerre, le président Ter Petrossian fait appel à Serge Sargsian pour assumer les fonctions de ministre de la Défense en Arménie jusqu'en 1995. La présence à ce poste d'un homme originaire du Karabakh et ayant joué un rôle significatif dans la mise en place des forces d'autodéfense³ de l'enclave exprime l'effort porté à la construction de l'armée dans la guerre ainsi que l'intégration des enjeux de sécurité des deux territoires. Robert Kotcharian, dont le parcours est semblable mais s'est poursuivi à des postes de direction militaire et politique au Karabakh jusqu'en 1997, symbolise également cette intégration, cette fois sur un plan politique. Tous trois sont porteurs de la question de l'impact d'une guerre sur la mise en place des institutions d'un État postsoviétique, sur le plan

3. L'organisation des forces armées du Haut-Karabakh pendant la guerre était prise en charge par un « Comité d'État à l'autodéfense » [*Inknabachtbanoutian Bédagan Komité*], dont Serge Sargsian et Robert Kotcharian ont été les principaux dirigeants.

de l'organisation militaire et politique, en particulier au niveau du pouvoir exécutif, véritable incarnation de l'État, puisque tous trois se sont succédé à la fonction présidentielle respectivement en 1991, 1998 et 2008.

Le présent ouvrage traite de la construction d'un État contemporain à travers une question nationale dont la double spécificité est l'inscription dans un processus nationaliste de long terme et la transformation en conflit armé, ouvert puis latent mais jamais gelé. Commencé en 1988, le conflit du Karabakh n'est pas terminé au moment de la publication de cet ouvrage en 2016. Il a connu une variation en trois états : premièrement, une question nationale objet de mobilisation politique, entre 1988 et 1990 ; deuxièmement, une guerre, entre 1991 et 1994 ; enfin, depuis 1994, un conflit armé en attente de règlement politique et juridique. Ces états modifient l'interaction entre la question nationale, qui demeure la raison d'être du conflit, et l'État arménien. La problématique de l'État travaille le nationalisme arménien par à-coups depuis le second tiers du XIX^e siècle. Par rapport aux nationalismes ouest-européens et même balkaniques, dans le cas arménien l'idée d'État indépendant s'est imposée comme une évidence relativement tard, seulement avec la première République, en 1918. A partir de 1988, dans une URSS en pleine *perestroïka*, la question du Karabakh – la revendication du rattachement de la Région autonome du Haut-Karabakh, majoritairement peuplée d'Arméniens mais située en République soviétique d'Azerbaïdjan à l'Arménie – vient modifier le nationalisme arménien. Pour la première fois dans son histoire, l'État souverain devient un objectif à part entière et central : à travers la question du Karabakh, l'État émerge comme le sens du nationalisme arménien contemporain. Cette modification est portée par une élite nationale pensant et voulant un État indépendant et amenée via l'idée de souveraineté nationale. C'est bien ce processus historique et idéologique à l'œuvre au moment où s'ouvre l'analyse présentée dans les pages suivantes qui forme l'arrière-plan conceptuel de l'État : concept situé répondant à une réalité en mouvement, l'État est prioritairement considéré comme l'objet d'une volonté politique, en tant qu'il est visé par un pouvoir constituant, et comme le sujet légal donné à cette volonté, en tant que pouvoir constitué. Il est donc porteur d'un sens politique, avant d'être un ensemble d'institutions régulant l'exercice du pouvoir. Une double situation de conflit forge l'État indépendant : politique, avec le pouvoir central soviétique (1989-

1991), et militaro-diplomatique, avec la République d'Azerbaïdjan voisine (depuis 1991). Par le biais de la question du Karabakh, l'État devient une condition nécessaire à la réalisation des objectifs nationaux. La guerre fait de cette nécessité une évidence et renforce la volonté de rendre la réalité d'un État arménien souverain irréversible : la résolution de fait, sinon de droit, de la question du Karabakh s'impose comme le gage de la pérennisation de l'État arménien.

L'État national, entendu comme un État « gouvernant de nombreuses régions contiguës et leurs cités au moyen de structures centralisées, différenciées et autonomes »⁴, est une invention relativement récente mais qui s'est imposée comme la forme d'organisation politique la plus répandue, et à laquelle aspirent les nouveaux entrants dans le système international. Utiliser – souplement – ce cadre de réflexion pour un État nouveau, situé dans une région n'ayant pas bénéficié de la lente maturation réciproque entre guerre et État, répond à une invitation de Tilly lui-même. En soulignant, dès les premières pages de *Contrainte et capital*, la vigueur des mouvements nationalistes réclamant une meilleure coïncidence de l'unité nationale et politique en URSS, Tilly invitait implicitement à poser la question de la place de ces nouveaux États eurasiatiques dans le processus d'étatisation mis en évidence pour le reste de l'Europe. Certains caractères acquis par l'État arménien depuis 1991, en particulier la construction de l'institution militaire dans la guerre, sa centralité dans la structure d'État et les représentations des élites politiques, remettent à l'honneur le rapport entre guerre et formation de l'État. Formation ou plutôt construction, approche plus pertinente pour une entreprise contemporaine restreinte et intégrant d'emblée un modèle d'État occidental : territorialisé, centralisé et différencié. Une attention particulière est accordée aux projets des élites dirigeantes concernant l'État conçus par rapport au conflit du Karabakh : sans illusion sur leur degré de planification et de rationalisation, l'État y est tout de même l'objet d'une visée, faite d'objectifs et de représentations. Le projet se dégage donc des sens attribués à l'État par les dirigeants nationaux depuis une vingtaine d'années et de la conscience d'un héritage étatique – des républiques indépendante et soviétique – et d'un modèle normatif – d'État-nation –, informant la mise en place des institutions. L'État arménien indépendant se forme à partir d'un appareil politique national

4. Tilly, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, p.19.

dépourvu de souveraineté : l'État-nation en tant que structure formelle est hérité de la république d'Arménie soviétique, tandis que la nation-État, autrement dit la visée de l'État par le nationalisme arménien, est portée, à l'époque contemporaine, par le conflit du Karabakh. Si tout conflit nécessite des moyens qui peuvent se traduire par des processus similaires, la question des raisons de l'engagement dans tel conflit spécifique influe lourdement sur la conception de l'État. Le conflit du Karabakh pousse, d'une part, à la nationalisation de l'institution militaire héritée de l'URSS – c'est-à-dire à son appropriation matérielle et symbolique par l'État arménien – et d'autre part, à sa transformation, pour des raisons d'efficacité dans la guerre.

Le conflit joue un rôle moteur dans la construction d'un système politique sur une période donnée. Logiques politique et militaire travaillent le conflit dans des proportions variables : une logique de modification des sens du problème en jeu, dominante dans la phase politique ; et d'efficacité des moyens, dominante dans la phase militaire. En tant que question nationale, le conflit du Karabakh est le moteur de l'élaboration d'une pensée et d'un projet politique centré autour de l'État ; en tant que conflit armé, il encourage la mise en place des institutions militaires et de sécurité de l'État. La guerre est l'expression de la lecture politique du problème et d'une décision sur ses voies de règlement mettant la violence physique à contribution. À la différence des guerres de libération nationale accouchant de nouveaux États, le conflit du Haut-Karabakh consolide l'État existant en indiquant des modalités de construction spécifiques : l'État arménien contemporain n'est pas une création résultant de la situation du conflit – ce qu'est, en revanche, la république non reconnue du Haut-Karabakh, second État arménien au statut incertain – mais le conflit armé sert de cadre à sa consolidation.

L'évolution d'une question nationale en conflit armé dans les dernières années de l'URSS restreint la liberté des dirigeants de façonner le sens politique de l'engagement mais fait jouer une dynamique dans la construction de l'État par la nécessité qu'il lui impose de se doter des instruments permettant de garantir son existence et sa pérennité. Faire l'hypothèse qu'un conflit nationaliste, incluant une phase militaire, est une ressource positive dans la construction d'un État contemporain ne va pas de soi. Au regard de l'ordre normatif d'abord – illustré par les discours dominants sur la scène internationale, aussi bien par les grandes puissances

que les instances autorisées de la communauté internationale – qui est celui des acteurs politiques émergeant à la fin de la guerre froide et au début des années 1990, la mobilisation d’une question nationaliste comme ressource politique est difficilement acceptable. Les crédos du libéralisme politique et de la démocratie triomphante rendent suspecte toute expression du nationalisme et condamnent quasiment toujours les guerres périphériques. Deuxièmement, l’ordre positif du système des États, validé par le droit international, rend quasiment impraticable le fait d’utiliser la guerre pour contester l’ordre en vigueur et établir ou modifier un État. La période de décomposition du bloc socialiste, avec le retrait de l’URSS d’Europe centrale et orientale suivi de son effondrement, est une courte période de remise en cause partielle de cet ordre, caractérisée par des décompositions et recompositions étatiques sans précédent depuis les deux grandes vagues de décolonisation : pour un certain nombre de dirigeants politiques de ces régions, une fenêtre d’opportunité restreinte mais réelle existe, permettant de réaliser des ambitions politiques ou territoriales. Indépendamment des calculs de succès d’une mobilisation nationaliste, militaire ou pacifique, il faut admettre que celle-ci peut constituer une ressource efficace pour la construction d’un État, même lorsque celui-ci a des capacités objectives limitées comme c’est le cas de l’Arménie.

Verrou stratégique du Caucase du Sud, le conflit du Haut Karabakh demande à être abordé loin des discours simplificateurs trop souvent diffusés sur les conflits de l’ancien bloc socialiste – facteurs de déstabilisation indésirables et donc illégitimes ou ignorés et des visions naturalistes de conflits inter-ethniques, résultat de « haines ancestrales » ou d’antagonismes religieux. Depuis la signature d’un cessez-le-feu, en 1994, non transformé en paix, un autre type de discours global a pris le relais loin en loin sur le conflit du Karabakh : celui sur le « gel », pendant la durée duquel l’affrontement entre les principes d’intégrité territoriale et d’auto-détermination des peuples se mouvrait au gré des rapports de forces internationaux et régionaux, taillant à grands coups dans cet antagonisme en fonction des intérêts des puissances, grandes et moyennes, pour la région sud-caucasienne, contenues dans l’exploitation et l’acheminement des hydrocarbures de l’Azerbaïdjan. Cet ouvrage remet à l’honneur les acteurs locaux de ce conflit, leurs objectifs politiques et idéologiques propres. La question du Haut-Karabakh commence comme une question interne

à l'Union soviétique : pendant toute la période soviétique et encore en 1988, les manifestations en Arménie et au Haut-Karabakh demandant le transfert de la Région autonome à une autre République soviétique n'impliquaient guère plus qu'un changement de frontières administratives. Puis, l'effondrement de l'Union soviétique et l'indépendance des quinze Républiques de l'Union en 1991 marquent la transformation de la question en conflit militaire internationalisé. Enfin, la signature d'un cessez-le-feu, au printemps 1994, fait du conflit une réalité incertaine : par sa durée, ce cessez-le-feu, jamais mué en accord de paix entre les parties, fait reculer l'urgence liée à la guerre sans faire disparaître sa possibilité et laisse le Haut-Karabakh dans une position précaire de république non reconnue, depuis janvier 1992 jusqu'au moment où ces lignes sont écrites, plus de 20 ans après. Sur le plan factuel, ce conflit est une guerre – parfois ouverte, parfois larvée, jamais éteinte – entre l'Arménie, qui s'engage avec le Haut-Karabakh, et l'Azerbaïdjan. Sur celui du droit, c'est une opposition entre deux principes du droit international : l'autodétermination, revendiquée par les Arméniens du Karabakh depuis 1988, et l'intégrité territoriale, dont l'Azerbaïdjan réclame l'application. Dans la pratique diplomatique, cette opposition se traduit par un rapport de forces faisant intervenir intérêts et ambitions divergentes non seulement des trois parties au conflit, mais également de la Russie, ancienne puissance tutélaire et encore maîtresse du jeu caucasien ; la Turquie, l'autre puissance régionale dont les rapports contrastés avec les belligérants – hostiles avec l'Arménie, solidaires avec l'Azerbaïdjan – s'invitent dans le conflit ; sans oublier les États-Unis et les puissances européennes, partenaires occidentaux impliqués mais plus éloignés.

Parmi les conflits sécessionnistes ou indépendantistes – selon la terminologie choisie – nés à la fin de l'URSS, le cas de l'Arménie et du conflit du Haut-Karabakh est singulier : celui-ci se déroule hors du territoire de l'Arménie ; la demande de rattachement, muée ensuite en indépendance, s'inscrit dans une dynamique de long-terme remontant au début du ^{xx}e siècle ; enfin, ce conflit principal ne s'accompagne pas de conflits civils stimulant une désintégration de l'État. Reste à comprendre pourquoi et comment l'interaction entre conflit et État s'est exercée dans le cas de l'Arménie. Le fait que la question du Karabakh ait joué un rôle moteur dans la construction de l'État arménien est certes accidentel – tenant à des

préférences stratégiques ou plus simplement à des opportunités de calendrier –, mais les termes de la politisation d'un problème ne le sont pas. Le conflit du Karabakh est protéiforme. Il revêt cinq formes, par moments concomitantes. Premièrement, une question nationale s'inscrivant dans un ensemble de frustrations morales, démographiques et/ou territoriales composant l'expression dominante du nationalisme arménien depuis 1920, dans lequel le conflit du Karabakh vient à occuper une place privilégiée. Deuxièmement, une lutte pour l'affirmation du droit à l'existence nationale, puis étatique, d'une communauté. Troisièmement, une guerre, nécessitant des moyens militaires et stratégiques mis en œuvre par un État. Quatrièmement, un objet diplomatique, participant de la politique étrangère d'un État souverain. Enfin, un conflit militaire et politique en attente de règlement, et donc un *statu quo* politique et juridique indéterminé, dont le trait de caractère le plus certain est son exposition aux états de violence.

Au cours de cette traversée de la construction de l'État de 1988 à 2013 – année de réélection de Serge Sargsian à un second mandat présidentiel –, le lecteur lui verra trois visages : statut politique d'une nation, appareil garantissant la sécurité nationale et lieu d'exercice du pouvoir. La première partie démarre au tournant du mouvement national arménien, dans la deuxième moitié de l'année 1989. Elle analyse comment, par le truchement de la notion de souveraineté nationale, le sens donné à la mobilisation pour la réunification du Haut-Karabakh à l'Arménie passe d'un problème de minorité nationale dans la république soviétique voisine, l'Azerbaïdjan, à la lutte pour un État indépendant. Cette démonstration s'appuie sur la trajectoire historique de ces deux aspects du nationalisme arménien moderne : l'État, un tard venu du nationalisme arménien, et la question du Karabakh, née de la problématique de l'État en 1918 et emportée par son échec en 1920. Il faut saisir la spécificité de la place de l'État dans le nationalisme arménien sur un plan diachronique et synchronique. Sur le premier, le nationalisme arménien a un héritage historique à prendre en compte pour y souligner l'avènement intellectuel et concret tardif de l'État. Sur le second, il se joue à la période contemporaine à travers la question du Karabakh : née en 1918 de l'avènement d'un État arménien indépendant, à partir de 1988 elle pose la question du rassemblement de la nation dans un espace étatique propre. Le passage de la problématique de la refondation au gouvernement est celui du pouvoir constituant au pouvoir

constitué : d'une part, par l'élection, en août 1990, des représentants de l'ordre politique nouveau au Conseil suprême de la République soviétique d'Arménie⁵, conférant la souveraineté au cadre institutionnel préexistant et, d'autre part, par la volonté d'indépendance exprimée dans la *Déclaration sur l'indépendance* intervenant trois semaines plus tard, le 25 août 1990. Ruse de la conscience nationale, la pensée politique produite dans le mouvement vient replacer l'État, dernier terme du nationalisme arménien, à son fondement.

La deuxième partie entre dans les arcanes de la guerre, situation qui a favorisé l'affirmation de l'État comme instrument politique efficace pour garantir la sécurité nationale. Dès lors que la guerre s'impose comme voie de règlement de la question nationale, elle devient l'épreuve décisive de la capacité de l'État arménien à se maintenir en situation d'hostilité radicale. L'objectif, pour les deux parties arméniennes, est de donner à la population du Karabakh les moyens d'imposer son droit à l'autodétermination contre la volonté de l'Azerbaïdjan de conserver son contrôle et ce en dépit d'une pratique du droit international ne privilégiant guère cette norme. L'engagement pour le Karabakh, origine de l'État et finalité de la guerre, légitime l'acquisition par l'État des moyens de la violence physique, étudiés à travers l'armée. L'État arménien s'affirme véritablement par ce cumul d'une autorité morale lui donnant droit d'exiger et pouvoir physique de contraindre, équilibre fragile – et d'ailleurs de plus en plus menacé – entre légitimité et force. La construction de l'armée concentre les enjeux de l'étatisation du nationalisme, décisifs pour ce travail. La guerre au Haut-Karabakh se traduit, sur le plan de la figure du militaire arménien, par le passage du « volontaire » (appelé aussi *fédayi*)⁶, partisan caractérisant la

5. Bien que le terme de Soviet soit passé dans le langage courant, nous lui préférons Conseil qui traduit exactement à la fois le terme russe et le terme arménien (*Verkhovnyi Soviet*, en russe ; *Géragouyn Khorhourt* en arménien). Institution monocratique reproduisant au niveau des républiques de l'Union le Soviet suprême de l'URSS, qui était, lui, composé de deux chambres (Soviet de l'Union et Soviet des nationalités).

6. Les « volontaires » (*gammavoragan*) sont aussi couramment désignés par le terme « mardik », qui signifie « combattant », ou encore « fédayi », dérivé de l'arabe ou « haïdouk », en usage chez les peuples balkaniques de l'Empire ottoman. L'usage de ces termes et la tradition à laquelle ils renvoient remontent aux mouvements d'autodéfense armée développés par les Arméniens dans les Empires ottoman, russe et perse dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. On retrouve les

lutte armée dans la période proto-étatique du nationalisme arménien, au soldat, intégré dans une armée nationale produite et contrôlée par l'État. Ce parcours traduit une volonté des dirigeants de doter la nation d'un État ainsi que l'effet de la guerre sur la forme de ce dernier : l'institution militaire joue un rôle de premier plan dans la préservation de la sécurité nationale et dans l'appréhension de ses missions. La guerre informe les représentations de l'État comme organisation politique sans que celles-ci soient validées par un accord de paix : dans sa matérialité, le territoire de fait de l'État arménien se délimite à travers la guerre, incluant une grande partie de l'ancienne région autonome du Haut-Karabakh ainsi que des territoires adjacents situés en République d'Azerbaïdjan⁷. La guerre détermine également la représentation territoriale de la sécurité nationale, dont le Karabakh, connexion terrestre avec l'Arménie incluse, est indissociable. Le paradoxe de la guerre du Karabakh est d'avoir produit cet édifice à la fois fortement ancré dans la réalité postsoviétique et sans approbation juridique, menaçant de s'écrouler si les termes d'un futur règlement politique du conflit n'étaient pas trouvés.

La troisième partie s'intéresse aux effets indirects du conflit sur les transactions institutionnelles passées par un État dont la mission première reste celle d'assurer la sécurité du territoire. Institutions macroéconomiques et politiques, formelles et informelles, et trajectoires des élites politiques en composent les principaux éléments. Les institutions républicaines portent la marque d'une pratique du pouvoir obéissant moins à des normes légales – devenues obsolètes avec la fin de l'ancien ordre – qu'à des nécessités répondant à la situation de guerre. Le pouvoir exécutif est le lieu principal où se lit l'effet du conflit du Karabakh en tant qu'objet de stratégie politique et de mobilisation. Ce ne sont pas les clivages idéologiques antérieurs à 1988 entre internationalisme et nationalisme qui se retrouvent au cœur de la constitution de la scène politique et idéologique de l'État contemporain, mais des oppositions nouvelles entre nation et État nées du conflit du Karabakh. L'étymologie même du mot État en arménien invite à l'exploration d'une tension entre le droit et les nécessités pratiques, en particulier dans un moment de reconstitution : *bédoutiun*, terme

trois premiers dans le lexique des hommes politiques arméniens.

7. Voir carte du Haut-Karabakh montrant la répartition des forces depuis le cessez le feu de 1994 en annexe.

ancien pour une réalité nouvelle, renvoie d'abord à la figure du « chef » (*béd*) ainsi qu'aux territoires et aux hommes qui lui sont attachés⁸, à la différence de l'étymologie du mot dans les langues occidentales, désignant un document écrit (de l'italien *stato*, signifiant « statut »). Au-delà des désaccords stratégiques entre le parti au pouvoir depuis le mouvement du Karabakh – le Mouvement National Arménien – et des partis politiques concurrents, comme celui historique du *Dachnaktsoutiun* [Fédération Révolutionnaire Arménienne, membre de l'internationale socialiste] ou le nouveau parti du pouvoir, le parti républicain, ces questions de guerre et de paix relèvent d'une opposition idéologique sur les représentations de l'État arménien : d'un côté, ceux qui veulent construire l'État arménien dans les limites de la situation *hic et nunc* de la République d'Arménie en 1991, considérant que la question du Karabakh a nécessité de se régler par la guerre mais qu'il est important d'entériner ce règlement par une solution politique conforme aux usages internationaux de bonne conduite et du droit ; de l'autre, ceux qui souhaitent, au contraire, affirmer plus nettement les problèmes non réglés du nationalisme arménien dont l'État serait le corps. Les héritages du ressort *karabakhtsi* sont encore visibles aujourd'hui dans la composition de la scène politique arménienne, même s'il n'est plus qu'un vernis idéologique. Reste la capacité de délégitimation interne de cette question, qui pousse à l'immobilisme les représentants de la génération *karabakh*. Le fragile équilibre entre force et légitimité, condition symbolique et matérielle de la pérennité d'un État sous menace permanente, s'effrite progressivement depuis l'attentat du 27 octobre 1999, tandis que la disparition en 2009 de la couverture fournie par la croissance économique des années 2000 met désormais le roi à nu, accentuant dangereusement les faiblesses extérieures et intérieures de l'Arménie.

Serge Sargsian, dernier représentant de la génération *karabakh* – sauf coup de théâtre – a entamé son ultime mandat présidentiel en 2013 dans un climat politique, économique, social de plus en plus délétère tandis que le conflit du Karabakh menace plus que jamais de s'embraser à grande échelle.

8. *Hayéreni patsadragan pararan* [Dictionnaire explicatif de l'arménien]. Erevan : Haygagan SSR bédagan hradaragtchoutian [Imprimeries d'État de la RSS arménienne], 1945, article Bédoutiun [État], vol. 1, p. 94.

PREMIÈRE PARTIE

**Le conflit du Karabakh :
problème national, affaire d'État**

1

La question du Haut-Karabakh, d'un syndrome du nationalisme à la redéfinition politique de la nation

La question du Haut-Karabakh entretient un rapport intime avec l'évolution heurtée du nationalisme arménien, dans un aspect non nécessaire mais déterminant une fois qu'il apparaît : la problématique de la construction d'un État. Si historiquement la nation arménienne a longtemps existé sans État indépendant, la genèse de la question du Haut-Karabakh résulte de l'expérience du premier État arménien moderne, entre 1918 et 1920. La compétition territoriale entre les trois Républiques en constitution au Caucase du sud – Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie – entraîne une série de conflits territoriaux, parmi lesquels celui du Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous la forme que nous lui connaissons encore aujourd'hui : le souhait des Arméniens du Karabakh de voir leur région unie à l'Arménie. Après la soviétisation en 1921, la question du Karabakh suit les aléas du sentiment national dans un État privé de souveraineté : celui-ci est désormais territorialement délimité, une population lui correspond, mais il est réduit politiquement à la souveraineté formelle que le pouvoir soviétique

veut bien lui concéder¹. Durant cette période, la question du Karabakh évolue en réaction au dispositif soviétique sur les nationalités. En décidant finalement de placer le Haut-Karabakh dans les frontières de l'Azerbaïdjan soviétique (1923), le pouvoir bolchevik a tranché le litige territorial d'États voisins en voie de constitution et du même coup exclu le Karabakh de la problématique de l'État arménien. Le problème a malgré tout perduré, sous la forme du discours sur les origines historiques et culturelles de ce territoire, et s'est même solidifié par les effets paradoxaux de la construction nationale en URSS, où la création d'États-nations formels s'accommode mal de l'exclusion du Haut-Karabakh du territoire arménien, et par la survivance de la question arménienne, qui abrite celle du Karabakh depuis la déstalinisation. Le litige de 1918-1919 entre Arméniens et Azéris est sorti du domaine de la construction conflictuelle d'États pour survivre chez les Arméniens – et non chez les Azéris, pour qui le Haut-Karabakh ne posait plus problème – dans celui de la question nationale héritée du début du xx^e siècle et de la période d'indépendance, mais remodelée par la politique soviétique des nationalités. La question nationale en Arménie a ainsi été un asile pour la question du Haut-Karabakh : elle lui a permis de survivre mais coupée de sa signification politique liée à la problématique de l'État ; elle l'a laissée évoluer, mais dans les cadres de la politique soviétique des nationalités. Le ressort principal de la question du Haut-Karabakh à l'époque contemporaine en découle. Il s'exerce au niveau idéologique, comme réinterprétation critique du rapport entre nation et État, et politique, dans l'instauration d'un nouvel ordre. Ce ressort est orienté par le Comité Karabakh puis le Mouvement National Arménien, groupement dominant du mouvement nationaliste des années 1988-1991, vers l'idée d'État par le biais d'une réinterprétation critique des enjeux du rapport entre nation et État à travers la question du Karabakh. Réapparue à la fin des années 1980 dans une URSS en pleine *perestroïka*, la question du Karabakh va propulser le mouvement national pour l'indépendance, au sein duquel le Comité Karabakh puis le MNA canaliseront le nationalisme arménien vers l'idée d'État souverain.

Quand la question du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie est relancée en février 1988, toutes ses significations peuvent

1. Le droit pour une République fédérée de sortir de l'URSS, droit purement théorique mais néanmoins conservé dans les Constitutions successives de l'Union.

être lues comme un syndrome de la politique des nationalités en URSS. La question du Haut-Karabakh répercute trois niveaux du problème des nationalités : premièrement, nationalité non titulaire *versus* nationalité titulaire ; deuxièmement, nationalités titulaires l'une contre l'autre ; troisièmement, nationalité titulaire *versus* pouvoir central. Au Haut-Karabakh, le désir de rattachement à la RSS d'Arménie s'accompagnant de la dénonciation des inégalités et des discriminations contre les Arméniens est une illustration de l'échec de « l'amitié des peuples » et au contraire du renforcement des différentes identités nationales. La réaction à cette demande en Azerbaïdjan, qui s'est immédiatement manifestée par un pogrom anti-arménien à Soumgaït fin février 1988, peut être interprétée comme une conséquence, exceptionnellement violente dans sa forme, du développement favorisé de la nationalité titulaire dans les républiques fédérées, particulièrement risqué dans des républiques multiethniques comme l'était l'Azerbaïdjan jusqu'en 1989. En Arménie plus encore, la question du Haut-Karabakh est un syndrome. La survivance de la question elle-même est le résultat, bien involontaire, du dispositif ethno-territorial de l'URSS, traduit par le renforcement de la nationalité titulaire en Arménie, et par l'autonomie régionale au Haut-Karabakh. La consolidation des nationalités protégées par l'autonomie administrative a ancré l'équation : « une nation égale une république ». Pour les Arméniens, cette équation restait incomplète sans le rattachement – au moins – du Haut-Karabakh au territoire de la RSS d'Arménie, qui est, au terme des formations nationales et étatiques de la république de 1918 et de la république soviétique, désormais identifié à celui de la nation. Cette survivance était néanmoins dépourvue d'autonomie dans sa formulation, à l'image des questions nationales et plus généralement du contenu du nationalisme, dicté par le pouvoir central. Pendant la période soviétique, la question du Haut-Karabakh s'était adaptée à l'idéologie : sous-développement économique, social et culturel, discriminations contre les Arméniens sont le langage de la contestation à partir de la déstalinisation, parfois assorti du recours à la libre détermination des peuples défendue originellement par Lénine. Mais surtout, la question du Haut-Karabakh a trouvé refuge dans la cohorte des injustices nationales aux côtés des pertes territoriales dues au génocide, seule catégorie nationale véritablement autorisée par le pouvoir central à partir des années 1960, et devenue par conséquent la première mobilisable. La question du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie en février

1988 est partiellement recouverte par cet ensemble de significations, auquel les Arméniens sont extrêmement sensibles mais ne résultant pas d'une production autonome. Les Arméniens ont beau soulever l'aberration de l'arbitrage soviétique sur le Karabakh au regard même des principes du fédéralisme soviétique – unique cas d'une région où la quasi-totalité de la population partageait la nationalité d'une des quinze titulaires d'une république fédérée voisine –, le pouvoir central ne l'entend pas de cette oreille et reste trop longtemps sourd aux questions des nationalités en général et à celle du Karabakh en particulier. La lecture moscovite de la question du Haut-Karabakh – un problème de nationalités sans spécificité particulière –, la réaction négative et violente de l'Azerbaïdjan et les refus répétés de satisfaire la demande de rattachement ont non seulement renforcé la détermination des Arméniens mais ont surtout amené un renouvellement de la lecture de la question du Haut-Karabakh.

Une nouvelle période de construction de l'identité nationale commence en mai 1988 : à partir de la question du Karabakh, le Comité Karabakh réinterroge les grandes questions du nationalisme arménien ainsi que l'expérience d'État moderne. L'enjeu de cette réinterprétation se trouve dans une politisation de la nation, c'est-à-dire dans la représentation de la nation arménienne, comprenant la nationalité arménienne vivant en république soviétique d'Arménie et en région autonome du Haut-Karabakh, comme acteur des questions jugées essentielles pour l'avenir de la nation. Le Comité Karabakh veut mettre à profit le mouvement créé autour de la question du Karabakh pour lancer une entreprise d'éducation politique de la nation : d'une part, en proposant une nouvelle lecture de la question nationale, problème du Haut-Karabakh compris, qui tente de s'affranchir de la vision soviétique de l'histoire arménienne ; d'autre part, en ramenant l'éventail des significations de la question à une conception purement politique, ce qui revient à détacher progressivement la question du Haut-Karabakh de la question arménienne. Le Comité prend en charge la question du Karabakh en entreprenant la rééducation d'une nation qui, d'après son diagnostic, souffrirait de deux maladies : la première est la blessure ouverte par le génocide de 1915 ; la seconde est le traitement soviétique de cette blessure, médecine aux effets désastreux. Dressant un bilan de la nation en 1988, le Comité identifie l'héritage, handicapant, de deux dominations impériales et de leurs narrations : ottomane d'une part,

jusqu'en 1918, qui s'est soldée par des pertes humaines et territoriales sans précédent, par la guerre et par l'exode ; russe puis soviétique d'autre part, – les deux étant assimilés comme système de domination nonobstant la singularité de l'entreprise soviétique – qui a filtré le sentiment national arménien pour en retenir les éléments propres à renforcer sa domination. Seule la première République a ouvert une parenthèse dans ce nationalisme nourri de blessures et d'échecs, une parenthèse non seulement difficile et brève mais encore évacuée des représentations nationales pendant la période soviétique. Le Comité Karabakh dénonce une vision linéaire de la nation promue par les dirigeants soviétiques et complaisamment absorbée par les Arméniens – de violences en massacres, des massacres au génocide – d'autant plus que le pogrom de Soumgaït risque de la ranimer. Pour le Comité, la question du Haut-Karabakh est une occasion à saisir pour faire de la nation une force politique consciente d'elle-même, de ses intérêts et de ses objectifs :

« Le Karabakh nous a donné une cause et une cause sérieuse. (...) La cause du génocide ne pouvait pas jouer ce rôle-là. (...) Alors que le Karabakh c'était la guerre au présent, et une qu'on pouvait peut-être gagner. Donc c'était une cause sérieuse, et une cause grâce à laquelle tu pouvais t'affirmer positivement². »

La confrontation politique entre le Comité Karabakh, le parti communiste local et surtout le pouvoir central est propice à l'avènement progressif de la nation comme sujet politique, qui seul peut porter la question de la souveraineté nationale. Les épisodes successifs de violences anti-arméniennes en Azerbaïdjan – à Soumgaït d'abord, Kirovabad puis Bakou ensuite – et au Karabakh entre 1988 et 1990 amènent le Comité à radicaliser sa position politique. Certains, comme Vazgen Manoukian, futur ministre de la Défense en 1992, décèlent dans la fréquence de l'usage de la violence physique dès fin 1988 un accélérateur de l'issue du mouvement, qui sera de toute façon l'indépendance, nécessaire pour que l'Arménie puisse agir en conformité avec son intérêt national en temps de paix et, *a fortiori*, en temps de guerre. Pendant la période 1988-1991,

2. Entretien avec Levon Zourabian, 3 octobre 2007, Erevan, 1h45, en arménien. L. Zourabian est l'ancien porte-parole du président Ter Petrossian, actuel chef de file du Congrès National Arménien (*HAK*), coalition de partis politiques et de mouvements civiques réunis sous l'autorité de Levon Ter Petrossian depuis 2008.

la stratégie du Comité est d'aller le plus loin possible dans ses objectifs politiques – le rattachement du Karabakh, et bientôt, conjointement à cette question originelle, la démocratisation des institutions puis la souveraineté nationale débouchant sur l'indépendance– sans provoquer d'intervention militaire du pouvoir soviétique à Erevan, adversaire politique de l'Arménie dans ce moment de contestation.

En 1989-1990, à la question du Karabakh à proprement parler, c'est-à-dire la question du rattachement de la RAHK à la RSSA, s'ajoutent deux dimensions engageant l'avenir de la République d'Arménie : la violence interethnique, composante désormais évidente de la question, et le conflit politique pour la souveraineté de la République arménienne. La notion de souveraineté [*inknichkhanoutiun*] lie la revendication sur le Karabakh à la contestation plus générale de l'ordre politique soviétique. Sans être en rien propre à l'Arménie, la souveraineté ayant constitué un des principaux leviers des mouvements nationaux en Union soviétique en vue d'une redistribution des prérogatives entre les républiques et le pouvoir central, son élaboration dans le mouvement national arménien a un contenu commun à celui d'autres mouvements nationaux et en même temps une forte spécificité. Trois dimensions du conflit du Karabakh s'y imbriquent. Premièrement, la stratégie légaliste de la revendication de réunification du Karabakh à l'Arménie, s'appuyant sur le droit des peuples à l'autodétermination, fait émerger une représentation de la souveraineté du peuple arménien vu comme une entité nationale unique regroupant Arméniens du Karabakh et d'Arménie. Deuxièmement, la présence de la violence physique comme composante du conflit politique sur le Karabakh donne au souci de la sécurité physique de la nation, déjà profondément enraciné dans le nationalisme arménien, une place centrale dans l'appréhension de la souveraineté. Celle-ci est alors vue comme capacité propre de la nation à assurer sa protection. Enfin, la mise en œuvre concrète de la revendication de rattachement, impliquant pour la RAHK de dissoudre ses liens de subordination à la république soviétique d'Azerbaïdjan, amène l'élite dirigeante du mouvement national en Arménie à penser la souveraineté politique de la république arménienne comme condition *sine qua non* du règlement de la question du Karabakh.